

Burundi : grève de la faim avortée pour l'activiste Gabriel Rufyiri

APA, 16-07-2014 Bujumbura (Burundi) - Le président de l'Observatoire national pour la lutte contre la corruption et les malversations économiques, Gabriel Rufyiri, a été empêché mercredi par la police d'entamer une grève de la faim. Une manifestation individuelle qu'il devait effectuer devant le palais de justice et le ministère de l'Intérieur, a constaté APA dans la capitale Bujumbura. [Photo : La Police encercle Rufyiri chez lui pour l'empêcher de sortir]

La police a assiégé depuis 5h du matin et durant toute la matinée son domicile. Vers 11h locales il a été convoqué au parquet près du tribunal de grande instance en la mairie de Bujumbura pour répondre de ces agissements.

A la sortie du parquet, l'activiste de la société civile a indiqué que l'objectif de cette manifestation était de demander à la justice le sort qu'elle réservait aux différents dossiers de corruptions dénoncés par l'OLUCOME et au ministère de l'Intérieur pourquoi elle refuse toujours aux associations de la société civile de faire des manifestations ou des réunions publiques pour étaler au grand jour leur indignation face à la corruption qui prend une ampleur inquiétante. Pour l'activiste de la lutte anticorruption, le but de la manifestation était de poursuivre sa campagne entamée il y a quelques jours et d'annoncer "D'où as-tu tiré tes richesses ? Jusqu'à quand ma misère ?" Elle vise, selon lui, à exiger aux responsables publics de rendre des comptes à la population vis-à-vis de l'enrichissement illicite alors que le reste de la population s'enlise dans une misère. Il portait un tee-shirt sur lequel est dessinée une personne très grosse qui représente, selon lui, l'Etat et une maigre personne qui représente la population qui croupit dans la misère et qui est forcée de payer l'impôt, lequel est mal utilisé ou détourné au lieu d'être utilisé dans la lutte contre la pauvreté. Gabriel Rufyiri doit comparaître également cet après-midi avec une liste de personnes qui se sont enrichies illicitement. Une autre convocation lui a été par ailleurs envoyée au siège de l'OLUCOME pour comparaître jeudi devant la justice dans l'affaire Manirumva, son adjoint assassiné en 2009 alors qu'il enquêtait sur des dossiers de corruption. Le Burundi occupe depuis un certain temps la première place en matière de corruption comparativement aux pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est., selon les rapports de Transparency International.